

RÉFUGIÉS RWANDAIS : L'EXTRÊME URGENCE

Après les massacres et l'exode, le choléra frappe les réfugiés rwandais. L'épidémie est aggravée par l'absence d'eau potable. Face à cette catastrophe humaine, l'une des pires depuis la dernière guerre, les organisations non gouvernementales, débordées, lancent un appel à la mobilisation mondiale. L'ONU demande l'aide financière des grandes nations. Pages 2-3

L'ÉDITORIAL

de Noël Copin

LA CROIX l'Événement s'est fixé comme règle de ne pas publier, dans sa page Une, des photos de morts. Par respect. Mais il est parfois nécessaire de se placer en face des réalités les plus atroces. Il était nécessaire de voir les charniers des camps d'extermination pour prendre vraiment conscience de l'horreur du nazisme et en garder la mémoire. Il est nécessaire aujourd'hui de voir les fosses communes où l'on entasse les corps des réfugiés rwandais frappés par le choléra. Il faudra garder aussi la mémoire de ces corps lancés à la volée sur d'autres corps et de cette foule debout au bord de cet abîme, devant ses propres morts et attendant la mort. Après les massacres en direct, l'exode en direct, l'épidémie en direct, le monde enfin a saisi la dimension du drame. L'ONU s'adresse, ce vendredi, à l'ensemble des nations. Elle espère vaincre enfin leur indifférence. Le président Clinton annonce un plan d'urgence. Les orga-

nisations humanitaires et caritatives qui sont déjà à l'œuvre au milieu des pires difficultés, lancent des SOS. Elles ont besoin de volontaires, de médecins, d'infirmières. Elles ont besoin d'argent, de beaucoup d'argent. Nous transmettons leurs appels. Nous nous adressons à chacun de nos lecteurs pour qu'il fasse ce qu'il peut faire, pour qu'il donne ce qu'il pourra donner à telle ou telle association dans laquelle il se reconnaîtra le mieux (nous fournissons les coordonnées de quelques-unes d'entre elles, page 3).

Il y a aussi la responsabilité des nations, l'Afrique se rappelle à nous par ce drame qui atteint à travers elle l'humanité tout entière. Mais ce drame ne se serait peut-être pas produit si l'Afrique n'était devenue un continent oublié « hors monde ».

« Plus jamais ça ! », s'écriait-on après la Seconde Guerre mondiale. Les nations ont su éviter un troisième conflit. Sauront-elles aujourd'hui faire face aux nouveaux désordres de la planète? Ou serait-il vain de crier aujourd'hui devant ces nouveaux charniers : « Plus jamais ça ! »...



N.C. Goma. Dans les camps, l'épidémie de choléra « tue un réfugié par minute ». (Photo Pascal Guyot/AFP.)

LA CROIX L'ÉVÉNEMENT

Rwanda L'arrivée de près de deux millions de réfugiés rwandais en l'espace de quelques jours au Zaïre a provoqué un véritable désastre humanitaire. Pénurie de nourriture, absence d'eau potable et surtout épidémie de choléra ont d'ores et déjà décimé les populations qui ont pris le chemin de l'exode. Débordées par l'ampleur des besoins, les organisations humanitaires réclament d'urgence une mobilisation de moyens exceptionnels

L'HORREUR AU BOUT DE L'EXODE

Urgence extrême pour un nouveau cataclysme au Rwanda : après le génocide qui aurait fait entre 500 000 et un million de morts en trois mois, l'afflux massif de réfugiés rwandais dans les pays frontaliers et plus particulièrement au Zaïre est en train de provoquer une nouvelle tragédie.

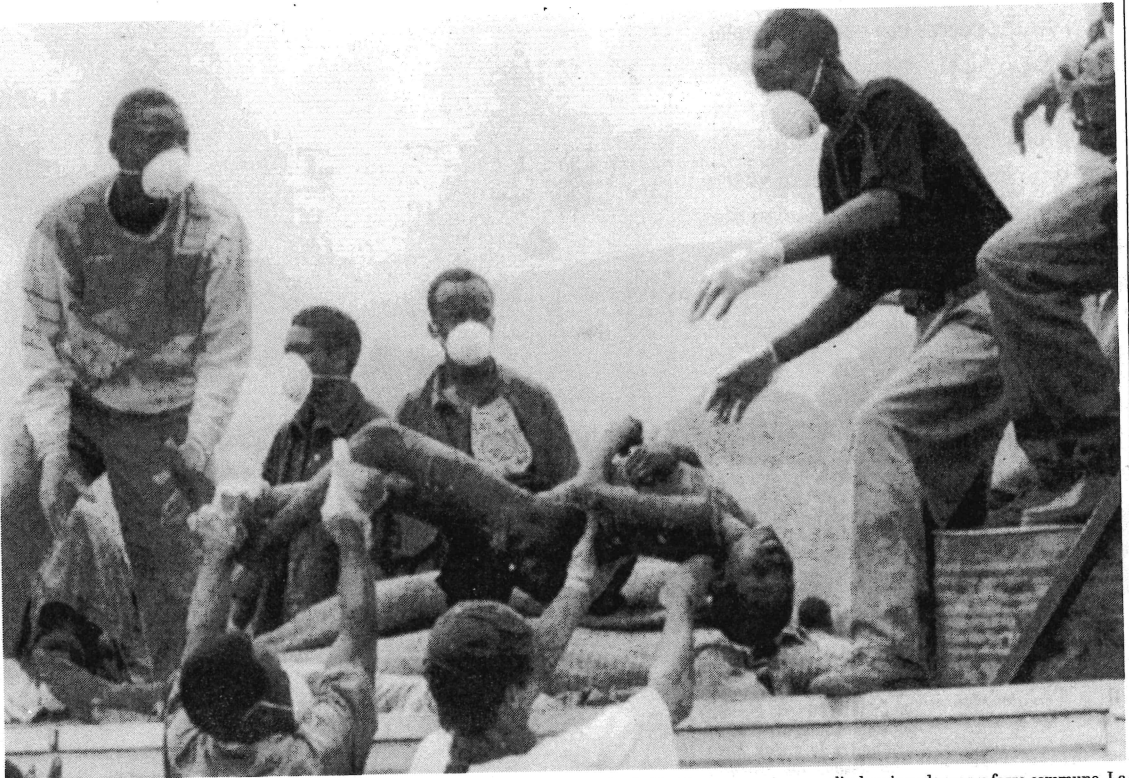
La ville de Goma, située au Zaïre, à quelques kilomètres de la frontière rwandaise, est ainsi devenue l'épicentre d'un cauchemar qui s'amplifie chaque jour. L'annonce jeudi d'une épidémie de choléra qui aurait fait plus de 800 morts en vingt-quatre heures dans la région de cette petite localité frontalière n'a fait qu'aggraver une situation rendue extrêmement précaire par l'arrivée de près d'un million et demi de réfugiés en l'espace de quelques jours.

Le choléra frappe en priorité des organismes affaiblis et épuisés par des conditions sanitaires défectueuses. Or, à Goma, on manque de tout. Les organisations humanitaires présentes sur les lieux se trouvent débordées, incapables de répondre aux besoins de cette marée humaine qui a traversé la frontière dans une fuite en avant aveugle et sans espoir.

En trois jours, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a distribué 310 tonnes de nourriture. Mais les besoins des réfugiés qui se sont répartis sur toute la région frontalière du Zaïre sont estimés à 500 tonnes par jour. Les besoins quotidiens en eau sont évalués à 30 millions de litres. Mais les citernes disponibles ne permettent actuellement d'acheminer que 180 000 litres par jour alors que la déshydratation fauche quotidiennement des dizaines de vies. Les réfugiés sont dès lors obligés de puiser l'eau du lac Kivu, impropre à la consommation, augmentant ainsi les risques de propagation du choléra.

Une accumulation de malheurs

Et comme un malheur ne vient jamais seul, deux des cinq volcans qui encerclent Goma au nord donnent désormais des si-



Goma (Zaïre). Des membres de l'aide humanitaire chargent le corps d'une victime du choléra dans un camion pour l'acheminer dans une fosse commune. La ville est devenue l'épicentre d'un cauchemar qui s'amplifie chaque jour. (Photo Pascal Guyot/AFP.)

gnes d'activité inquiétante. En 1976, l'éruption de l'un de ces volcans, le Nyaragongo, avait provoqué la mort de 500 personnes alors que la coulée de lave parvenue jusqu'à l'aéroport de Goma avançait à plus de 60 km à l'heure. Or, si de telles coulées devaient se reproduire aujourd'hui, il serait extrêmement difficile d'évacuer à temps les centaines de milliers de réfugiés rassemblés autour de l'aéroport.

Devant l'urgence de la situation, face à une telle accumulation de malheurs et alors que se profilent sans cesse de nouvelles menaces, les organisations humanitaires et les institutions internationales lancent aujourd'hui un cri d'alarme, réclamant une mobilisation exceptionnelle face à une catastrophe qui prend des allures de malédiction après les massacres qui ont décimé le Rwanda ces derniers mois.

On estime actuellement à 1,7 million le nombre de réfugiés présents au Zaïre, auxquels s'ajoutent les quelque 200 000 présents au Burundi, les 480 000 présents en Tanzanie et les 20 000 présents en Ouganda. Des chiffres qui donnent le vertige sans réussir pourtant à dissiper un certain malaise.

L'exode massif des populations hutu, fuyant le Rwanda après la victoire définitive du Front patriotique rwandais, semble en effet avoir été soi-

gnement orchestré. Et parmi les réfugiés d'aujourd'hui, les massacreurs d'hier ne sont pas rares.

La responsabilité de Radio Mille Collines

De nombreuses organisations humanitaires ont ainsi dénoncé la responsabilité de Radio Mille Collines, une station dotée d'un émetteur mobile aux mains des extrémistes hutu. Devant le débâcle des forces armées fidèles au régime Habyarimana et alors que la victoire du FPR était acquise, Radio Mille Collines a ensuite appelé les populations hutu à l'exode, agitant le spectre de représailles présumées du FPR, mouvement dominé par les Tutsi.

Les appels à la réconciliation nationale et les garanties offertes par le nouveau gouvernement de Kigali dominé par le FPR n'ont jusqu'à présent pas suffi à enrayer la propagande d'une radio assurée d'une très grande audience auprès d'une population largement analphabète pour laquelle la radio est souvent le seul vecteur d'information. Les ruraux hutu se sont donc mis en marche vers la frontière, offrant aux auteurs du génocide leur dernière arme : celle du poids de la population qu'on opposera le moment venu à la victoire territoriale du FPR.

Déjà en mai dernier, l'exode vers le camp de Benaco, en Tanzanie, avait donné un avant-goût de cette stratégie : les cadres de l'ancienne

administration, largement impliqués dans les massacres, avaient rapidement recréé la structure des communes rwandaises, se posant en intermédiaires obligés de populations sur lesquelles ils pouvaient confirmer leur ascendant. Lundi, Radio Mille Collines prédisait une contre-offensive des extrémistes hutu dans un délai d'un mois avec l'appui de « cinq millions de personnes ». Mais aujourd'hui, devant l'ampleur du mouvement de population et la catastrophe sans précédent qu'elle a provoqué, ce n'est pas une « revanche hutu » mais des milliers de victimes qui se profilent au bout du chemin de l'exode.

Maria MALAGARDIS

ONU et ONG face une situation catastrophique

Une crise qui « bat tous les records », la crainte de « la plus grande épidémie des temps modernes ». Jacques de Milliano, président de Médecins sans frontières international, affirme que les familles des drames humains plus « habituels » - agences de l'ONU et Organisations non gouvernementales (ONG) (voir la liste dans les Repères) - sont placés, cette fois, devant un paradoxe. L'action humanitaire fonctionne à un degré rarement atteint :

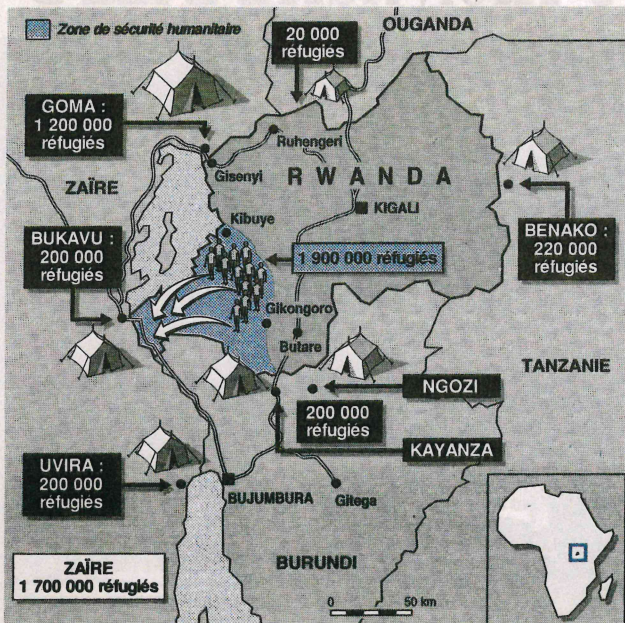
1. Les agences de l'ONU

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) envisage désormais d'acheminer 600 à 800 t. de vivres quotidiennes à Goma (Zaire), aide essentiellement fournie par le programme alimentaire mondial (PAM). Il distribue des vivres au Burundi, en Tanzanie, en Ouganda. Il devrait désormais intervenir à l'intérieur du Rwanda. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a lancé vendredi un appel pour recueillir 274 millions de dollars (1,6 milliard de francs) pour les opérations du PAM, du HCR et de l'Unicef.

2. Les ONG implantées de longue date

Avant même la montée en puissance des ONG, les organisations implantées de longue date au Rwanda ont sauvé ce qui pouvait l'être. Le Secours catholique nourrit 133 000 personnes dans la zone de sécurité protégée par les troupes françaises. Il s'appuie sur le réseau de Caritas Rwanda, pourtant considérablement diminué par les massacres et l'exode - « 90 prêtres ont été tués et nous sommes sans nouvelles de nombreux collaborateurs », explique Jean-Paul Després.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) utilise les structures des Croix-Rouges rwandaises et zairoises qui lui apportent, outre les 120 personnes envoyées spécialement, des centaines de collaborateurs. Un réseau qui lui permet d'assister 450 000 personnes à l'intérieur même du Rwanda, dans le Nord comme dans la zone



Turquoise ou comme à Kigali, où il gère un hôpital et cinq orphelinats. Et d'avoir limité la casse à Goma, en nourrissant ces derniers jours quelque 500 000 réfugiés en attendant le pont aérien grâce au stock de 1 100 t de vivres dont il disposait sur place avant l'exode massif.

3. Les autres ONG

MSF, Médecins du monde, l'AICF, Oxfam et Care International, entre autres, arrivés massivement depuis deux semaines, jouent leur rôle traditionnel de secours d'urgence au Zaire, en Tanzanie, en Ouganda et se sont répartis à l'intérieur du pays.

Pourtant, les réponses n'ont pas encore été trouvées aux exigences posées par le caractère exceptionnel du drame rwandais : nécessaire coordination d'une présence très diverse et massive, fonds très importants à trouver au plus vite.

L'argent manque. Un exemple : le budget élaboré par le CICR qui, avant même que des réfugiés se jettent en masse sur

les routes, estimait à 400 millions de francs l'apport nécessaire pour assister 750 000 Rwandais jusqu'à la fin de l'année. Il n'a pour l'heure obtenu de la communauté internationale que 250 millions, et le chiffre des nécessiteux a été multiplié, au bas mot, par quatre.

Les bailleurs de fonds, traditionnellement prudents - et lents - pour étudier les projets, se font attendre. Le gouvernement français, qui sollicite les projets, « ne donne plus de réponses significatives », selon un responsable d'ONG, qui constate : « Les caisses sont vides, il ne reste que des queues de cerise. » Autre source de financement, l'Union européenne aurait délégué son aide au HCR. Résultat : « Certaines ONG ont attendu trois mois une réponse financière à leurs projets pour recevoir une réponse négative », selon ce même responsable.

Les gouvernements se sont finalement mobilisés jeudi : Washington a annoncé l'octroi

d'une aide de 76 millions de dollars - sous forme d'aide alimentaire et logistique -, Paris débloquant 8,2 millions supplémentaires, l'Australie accordé une nouvelle tranche de 1,5 million de dollars. Surtout, les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique cosignataires de la Convention de Lomé ont accepté de puiser dans les fonds de celle-ci. Environ un milliard de francs, en trois tranches, a été débloqué pour financer l'acheminement de l'aide.

Le gigantisme des besoins exige aussi une collaboration des acteurs. Si la cellule humanitaire à Paris semble dépassée, incapable qu'elle est même de fournir la liste exacte des ONG représentées, les agences de l'ONU ont tenté de jouer leur rôle traditionnel d'organisateur des opérations.

Sur place, c'est la Direction à l'assistance humanitaire du secrétariat général de l'ONU qui coordonne. Pourtant, chacun revendique haut et fort son indépendance de manœuvre. Et, au-delà des querelles de clocher, les vocations différentes des organisations compliquent aussi la tâche. Le HCR a dû attendre une dérogation avant de pouvoir agir au Rwanda même : les réfugiés de l'intérieur, simples « déplacés », ne tombaient pas sous leurs attributions. Ironie, le CICR préférerait, lui, n'avoir à travailler qu'au Rwanda (où se situait initialement ses activités) et n'assure à Goma qu'un simple intérêt.

Pourtant, les choses s'améliorent. Au CICR, on cite en exemple Goma. La Croix-Rouge y collabore étroitement avec MSF qui « gère » l'épidémie de choléra. Un exemple qui en appelle d'autres.

Vincent VILLEMINOT

COMMENTAIRE

La fausse malédiction

Malédiction ? Après avoir été le théâtre du plus épouvantable génocide de cette fin de siècle, le Rwanda se retrouve à nouveau au cœur d'une nouvelle tragédie. Le drame des réfugiés qui ont fui massivement le Rwanda sera peut-être atténué par une mobilisation de moyens exceptionnels pour sauver ceux qui n'ont pas encore succombé aux pénuries comme aux épidémies. Mais seul le retour des Rwandais chez eux, seule une véritable réconciliation nationale, permettra de remédier à cette nouvelle catastrophe et d'éviter que de nouveaux massacres ne viennent à l'avenir ensanglanter ce petit pays.

Le nouveau gouvernement formé à Kigali après la victoire du Front patriotique rwandais (FPR) a multiplié ces derniers jours les appels en direction des réfugiés, les incitant à retourner chez eux, leur garantissant sécurité et protection. Mais le nouveau drame que connaît le Rwanda ne peut faire oublier les massacres à grande échelle déclenchés après l'assassinat du président Habyarimana le 6 avril dernier.

Tout en appelant à la réconciliation nationale, le nouveau président rwandais, Pasteur Bizimungu, comme le vice-président, le général Paul Kagame, l'homme fort du FPR, ont ainsi promis de juger les responsables du génocide. Or un grand nombre de ces responsables se sont mêlés au flot des réfugiés. Et parmi les populations hutu aujourd'hui sur les routes de l'exode, combien ont été les acteurs plus ou moins conciliants des massacres perpétrés ?

Au Rwanda, la haine de l'autre a été alimentée pendant de longues années par la propagande de l'ancienne équipe au pouvoir. Bien loin des caméras qui suivent aujourd'hui l'incroyable tragédie rwandaise, des instruments au service de la haine ethnique comme Radio Mille Collines créée avec le soutien du président Habyarimana ont distillé les arguments qui ont conduit aux pires scénarios d'horreur. Il n'y a pas de malédiction rwandaise mais une peur de l'autre, patiemment entretenue depuis des décennies.

Maria MALAGARDIS

REPÈRES

Les organisations présentes

Plusieurs agences de l'ONU et organisations non gouvernementales sont présentes au Rwanda et dans les pays frontaliers, chacune œuvrant dans une direction qui lui est propre :

- **Secours catholique** : il fait partie du réseau Caritas Internationalis. Plus d'une centaine de personnes sur place. Six avions de vivres et médicaments programmés du 23 juillet à fin août. Coût : 5,7 MF. Secours catholique CCP 737 G mention : pont aérien Rwanda.
 - **CICR** : la Croix-Rouge internationale massivement présente, gère hôpitaux, orphelinats et tente de réunir les familles. Croix-Rouge française 94944 Créteil. A l'ordre Croix-Rouge française (Rwanda).
 - **Médecins sans frontières** : opère les blessés, à Kigali, au Zaire, au Burundi. Médecins sans frontières, BP 77 75 522 Paris Cedex 11, CCP Paris 40 60 U.
 - **Médecins du monde** : présent à l'hôpital et à l'orphelinat de Gahini. Une clinique mobile se rend auprès des populations déplacées. Médecins du monde, 67, av. de la République, 75541 Paris Cedex 11, CCP 1144 Z Paris.
 - **Pharmaciens sans frontières** : fournit les organisations humanitaires sur place, les hôpitaux et orphelinats. PSF, 4, voie militaire, Gravanche, 63100 Clermont-Ferrand. CCP Clermont-Ferrand 1 136 31 U à l'ordre de mission Rwanda.
 - **AICF** : Action internationale contre la faim présente sur la zone « Turquoise ». 9, rue Dareau, 75014 Paris, CCP Paris 28 20 W, à l'ordre AICF.
 - **Solidarités** : aide alimentaire. CCP 36 950 85 M La Source. Mention (Rwanda).
 - **HCR** : opération spéciale du Haut-Commissariat pour les réfugiés en direction des enfants. Nations Unies-HCR Action « bonheur de vivre », 154, rue de Lausanne, 1202 Genève.
 - **PAM** (Programme alimentaire mondial) distribue des vivres.
 - **Unicef** : lance un appel pour recueillir 300 millions de dollars. BP 600 75006 Paris. À l'ordre Unicef Opération Rwanda.
- Sont également présentes les organisations Care International, Oxfam, World relief, World Vision et la Fédération luthérienne mondiale.

Les Églises pour la paix

Les dirigeants rescapés des Églises protestantes et catholique du Rwanda viennent de publier un mémorandum pour la paix. Ils invitent à un retour rapide à une démocratie dépassant les oppositions ethniques. Le multipartisme constitue pour eux un acquis à ne pas remettre en cause, les accords d'Arusha (amendés en ce qui concerne les prérogatives de la présidence de la République, le mode de désignation des ministres, députés et fonctionnaires) devant servir de point de départ à toute négociation.

Les partis politiques disloqués doivent se

ressouder et mettre en place des directions nationales fiables. Pour prévenir le retour de conflits ethniques, ils estiment nécessaire la mise en place de mécanismes légaux de protection des minorités. La période de transition ne devra pas excéder douze mois. Le programme gouvernemental devra donner la priorité à la préparation de nouvelles élections générales, à la réhabilitation des déplacés, au rapatriement progressif des réfugiés. Enfin, les Églises en appellent à la communauté internationale pour aider les personnes déplacées à retrouver une vie décente.